25 avril 1983 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'hôtel de ville de Lille, sur le redressement national, lundi 25 avril 1983.

Mesdames et messieurs,
- Ce à quoi je vous appelle c'est au redressement national. Ce qui explique et justifie les difficultés de ma tâche, c'est ma conviction profonde et ma volonté du redressement national. Ce qui fait votre engagement monsieur le Premier ministre, monsieur le maire de Lille, `Pierre Mauroy`, monsieur le président de la communauté `communauté urbaine de Lille ` Arthur Notebart` et vous tous qui êtes là, je le sais : c'est le redressement national. Et qu'est-ce que nous avons fait au lendemain de mai 1981, sinon de considérer, ce qui scandalise certains, que la première façon de servir le redressement national c'était de travailler à la justice sociale.
- Alors, nous avons multiplié - oui c'est vrai - les réformes. Elles étaient promises, elles étaient prévues. C'était un contrat, et un contrat tenu, tourné vers les plus pauvres et les plus démunis, les éternels sacrifiés de la révolution industrielle, ceux qui ont fait ce dont vous me parlez depuis ce matin, la grandeur et la puissance du Nord, ceux qui ont souffert dans la mine, ceux qui se sont perdus en mer, ceux qui ont bâti la campagne et l'industrie, la richesse qui s'est souvent perdue entre temps mais pas par leur faute. Le redressement national commence par la solidarité, commence par la justice et continue par le sens de la responsabilité.
- Nous avons voulu que la France se reconnaisse dans son unité nationale profonde, irréductible, dans sa diversité nécessaire, à l'époque où les communications vont si vite au -prix d'être quasiment immédiates. Il fallait restituer à chacun ses chances pour pour qu'il pût participer à l'oeuvre commune avec ses goûts, ses traditions, ses capacités, son expérience. Nous avons rapproché la responsabilité des élus et de chaque citoyen, nous avons traillé au redressement national en faisant de chaque Français le responsable de la France. Et nous avons voulu et réalisé ce que l'on appelle les droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise. Cela a participé aussi à notre volonté de justice et de responsabilité.
- Je parlerai de l'entreprise. Nous avons besoin de l'aider, qu'elle soit privée ou publique, peu importe. Mais nous avions d'abord besoin d'apporter la dignité et la considération à ceux qui avaient donné leur effort et consacré leur vie au développement de l'entreprise et qui n'en avaient pas toujours le profit ni les droits. Et pourtant, que d'initiatives heureuses au travers des décennies qui nous ont précédés, que de luttes victorieuses depuis la moitié du XIXème siècle ! Mais, quand même, il convenait en 1981, en 1982, de considérer l'entreprise dans son ensemble et de contribuer au redressement national par la justice rendue aux travailleurs de notre pays.\
Justice, responsabilité, solidarité. Et voilà qu'il nous a fallu travailler au redressement national en faisant face à la crise avec ses contraintes et, c'est complémentaire, ses contraintes antérieures. Eh ! oui, comment rétablir les équilibres quand on part de 14 % de hausse des prix annuelle, quand on va sur un rythme de 2500000 chômeurs prévus par les experts pour 1983, quand on entame la lutte pour l'équilibre extérieur avec 60 milliards de déficit ? Oui, les contraintes antérieures, quels qu'aient été les efforts et les mérites de ceux qui se sont appliqués, au travers du temps, avant nous, au redressement national et les contraintes extérieures. Aujourd'hui encore le désordre monétaire, la loi du plus fort, écrasent l'ensemble des peuples d'Europe occidentale, nous engageant dans une sorte de guerre économique qui exige des Français, qu'ils comprennent et qu'ils veulent, que, pendant le temps qu'il faudra, ils tiennent la rampe, ils serrent les dents

et qu'ils veulent, que, pendant le temps qu'il faudra, ils tiennent la rampe, ils serrent les dents. Ils veulent gagner et ils gagneront parce que le redressement national est notre loi à tous !
- Les contraintes extérieures, ce sont aussi des menaces pour la paix et la nécessité pour la France - qui n'en peut mais - d'assurer - eh ! oui, hautement - sa défense. J'ai bien dit sa défense, seulement sa défense, car le genre de conquête par le moyen militaire, il y a déjà beau temps que nous en connaissons le prix et l'unité française en est faite. Mais nous sommes obligés, parce que nous sommes patriotes et parce que la défense de la France contribue au redressement national. Par l'affirmation de notre indépendance, nous devons consacrer des moyens considérables à la défense la plus moderne qui nous situent parmi les tous premiers pays du monde.
- Contraintes extérieures : j'ai parlé du désordre monétaire avec toutes ses traductions. La Communauté européenne `CEE`, que j'appelle de tous mes voeux, dont je souhaite la réussite et qui cède le plus souvent - et plus encore en temps de crise - aux égoismes nationaux, doit avoir sur la surface de la planète face aux empires et aux super-puissances une force d'équilibre et de propositions. Mais la volonté politique est absente, de telle sorte que nous sommes obligés de compter pas à pas les moyens de défendre notre propre pays pour son redressement national à l'encontre des démarches de ceux qui comptent souvent parmi nos plus proches amis. Voilà bien des contraintes dont il faut triompher en un moment où contrairement aux vues des plus grands experts, la crise mondiale s'appesantit.\
Eh bien, pour faire face à la crise, et pour assurer le redressement national, j'en ai appelé oui, et j'en appellerai à l'effort parce que je crois aux vertus de l'effort. Bien entendu, cette affirmation s'éclaire dès lors qu'il a été dit que notre premier geste ainsi que notre premier objectif a été et demeure la justice sociale. C'est-à-dire que nous avons veillé, en demandant l'effort de tous, à faire que cet effort soit distribué de telle sorte que les éternels démunis, les éternels écrasés d'une société dominante qu'il nous appartient de changer, ne soient pas une fois encore les premières et principales victimes d'un effort auquel on convierait la nation tout entière comme cela s'est fait dans le passé et alors qu'on maintiendrait les inégalités.
- Le redressement national oui et cette exigence d'effort dans le dernier plan rigoureux. Notre objectif ce n'est pas la rigueur, c'est le redressement, mais il faut de la rigueur pour ce redressement. Le gouvernement a été attentif, dans des mesures aussi difficiles à supporter qu'une augmentation de l'impôt sur le revenu ou un emprunt forcé à ce que de 11 à 14 millions de foyers, ceux qui vivent plus difficilement que les autres, petitement, tout juste ou pas assez pour assurer la vie familiale, soit épargnés. Ils l'ont été et on dirait que cela ne se sait pas ! On pourrait croire que le gouvernement de la République mettant en oeuvre la politique qu'au nom du pays j'ai engagée, qu'on ne sait pas que cette oeuvre de redistribution et de justice sociale continue d'être dans la rigueur l'un des moyens du redressement national ! Et cependant, c'est vrai, je ne craindrai pas la contradition en disant qu'il est bien des domaines qui obligent chaque Françaises et chaque Français à considérer que nous avons à traverser la tempête et que personne ne peut s'absenter quand au creux de la tempête du pont du navire on appelle tout le monde à traverser le grain. Cela exige en effet certaines disciplines, une connaissance de ses devoirs, la soumission à l'intérêt commun. Je l'ai dit ce matin, il n'est pas de catégorie de Français, il en est aucune qui puisse douter de la volonté du gouvernement de la République d'écouter, de comprendre et de répondre aux revendications légitimes dès lors qu'elles touchent à la nécessité et aux besoins de vivre. Mais il n'est aucune catégorie de Français qui puisse prétendre, je le dis hautement, imposer sa loi à la nation tout entière et au service du pays. Le redressement national exige une hiérarchie des valeurs. Et, je le dis très simplement, l'Etat qui a la charge, parmi d'autres, de mener à bien le redressement national, l'Etat, si l'on songe à l'atteindre, l'Etat je le ferai respecter.
- Voilà ce que sera le redressement national par la justice sociale et donc par le développement de la solidarité entre Français, le redressement national face à la crise mondiale, je l'ai dit parfois face aux amis, face aux alliés, pour qu'une plus grande justice préside aux destinées du monde. C'est prendre part au redressement national que d'en appeler à la conscience universelle, pour que des centaines de millions, bientôt des milliards d'êtres humains, ne soient pas voués à la

famine, au désespoir et à la mort tandis qu'ils représentent, hors même de ce qu'ils exigent de notre générosité, de notre fraternité, l'une des chances du monde industriel, épuisé, ramassé sur ses échanges concurrents dont, finalament, personne ne tirera plus rien.\
Le redressement national sera assuré, mesdames et messieurs, aussi par la haute conscience que la France aura de ses devoirs internationaux et par sa capacité à les faire admettre par le reste du monde. Je crois que nous y avons oeuvré comme il le fallait mais, naturellement, ce n'est pas facile. Qui croyait que ce serait facile ? Pas moi, en tous cas ! Et lorsque j'ai demandé aux Français leur confiance, et lorsqu'ils me l'ont donnée pour le temps dont je dispose et que m'accordent nos lois fondamentales, j'ai su, dès le premier jour, que j'aurais à affronter, à assumer les décisions et les responsabilités de nos actes que l'on ne rejettera sur personne d'autre : les responsabilités et les décisions, elles appartiennent, Françaises, Français, au Président de la république.
- Et je n'ai pas besoin d'être solidaire de telle ou telle forme de pouvoir d'Etat. Dans la connaissance assez exacte que j'ai des pouvoirs de la République, j'exerce le mien en ayant, je le crois, conscience de ce que l'on attend de moi et ce que l'on attend d'abord du chef de l'Etat, c'est qu'il assume sa propre responsabilité et la totalité des actes conduits par ceux qui exercent leur action sous son autorité.
- Je le dis ici à Lille. C'est peut-être un hasard : j'aurai pu me trouver, en ce jour, ailleurs si le calendrier en avait décidé autrement. Mais cela tombe assez juste que je dise cela dans la ville dont le maire est le Premier ministre du gouvernement de la République `Pierre Mauroy`.\
Justice sociale, faire face à la crise : ce n'est pas suffisant. Que signifierait une redistribution pour la justice sociale quand il n'y aurait plus rien à distribuer ? Le redressement national se réalisera dans la préparation de l'avenir, avenir qui commence à peine ai-je fini de m'exprimer, comme dans tout acte et toute vie. Préparer l'avenir, et il faut que chaque Française et que chaque Français comprennent bien que nous n'avons pas l'esprit tourné vers la rigueur par je ne sais quelle maladie contractée on ne sait pourquoi par une contagion qui nous viendrait de l'extérieur. Non, nous avons une idée de notre pays qui nous permet d'assurer notre propre démarche. Le redressement national il passe aussi par l'esprit qu'on en a et par la conviction des forces profondes nées avec notre histoire, et qui font notre histoire. Tel est mon sentiment, mais préparer l'avenir cela doit se traduire en actes clairs.
- C'est pourquoi je vais répétant partout que le premier geste doit consister à former la jeunesse. Non pas la former comme d'autres l'ont fait dans les années de ma propre jeunesse, dans un monde où la France était entourée de qui donc ? Enumérons Hitler, Staline, Mussolini, Franco, Salazar et les autres. Nous l'avons appris sur la dure, l'amour de la liberté et nous avons fait notre éducation civique comme cela sur le tas. Oh, je n'entends pas ni imposer ni suggérer je ne sais quelle version officielle des devoirs et des libertés de la jeunesse de France. Mais j'entends bien que cette jeunesse soit mieux comprise et non pas nécessairement par la facilité. Je vous l'ai dit un soir à la télévision : la jeunesse nous reprochera peut-être un jour non pas de lui avoir trop demandé mais de ne pas lui avoir assez demandé pour la construction d'un pays et d'un monde où elle aura sa pleine part. Il nous faut une jeunesse formée pour exercer une profession, et particulièrement dès l'école, ce qui établit une relation directe et impérieuse entre l'enseignement par la culture de l'esprit et tout simplement le métier qu'on fera.
- Des efforts ont été faits aussi dans ce sens. Ce n'est pas rien que d'avoir promis aux six cents et quelques milliers de jeunes gens, jeunes femmes et jeunes hommes, qui se trouvent aujourd'hui à la sortie de l'école voués au chômage, que de leur avoir dit "nous en faisons notre affaire", nous, la puissance publique, en attendant bien entendu grâce à la formation professionnelle que vous recevrez et qui vous initiera aux technologies de demain, celles de votre génération, de votre vie à vous. Ce n'est pas rien que d'avoir mobilisé nos forces et celles du pays pour que chaque jeune soit en mesure de gagner sa vie. Il ne la gagnera pas avec l'outil d'aujourd'hui. Il nous faut le transformer car cet outil ne produit pas assez, ni assez bien pour permettre à la France d'être dans la compétition du monde. Il faut donc changer l'instrument en même temps qu'il convient de former les jeunes à la maîtrise de l'instrument. C'est aussi cela le redressement national. Mais

la formation, pourquoi ? Je viens de l'esquisser. La formation pour faire un métier, quel métier ? A la fois des métiers traditionnels car il n'est pas de secteur perdu, simplement des entreprises laissées en chemin souvent par une impéritie dont sont responsables ceux qui s'en plaignent le plus.\
Mais, créons les conditions. J'en ai appelé à la liberté de l'entreprise. Je ne veux pas que l'on surcharge l'entreprise, pas davantage sur-le-plan social que sur le reste, car il faut d'abord qu'elle vive. Mais elle a des devoirs car l'entreprise, c'est la collectivité de ceux qui travaillent. Il faut donc qu'elle puisse investir et il n'y a pas d'investissement sans épargne. C'est pourquoi l'épargne doit se substituer pour une part dans l'esprit des Françaises et des Français à la consommation immédiate, parce que c'est avec cette épargne qu'on investira et que l'on pourra plus tard, pour la génération qui monte, consommer davantage et nourrir la croissance indispensable à la puissance industrielle. Industrie, agriculture, tout cela se rejoint si l'on sait que l'agro-alimentaire, l'industrie agro-alimentaire représente un des facteurs les plus forts de nos moyens actuels et qui seront plus forts encore lorsqu'il s'agira d'affronter la compétition des marchés.
- Préparer l'avenir, c'est d'abord - je viens de le dire - compter sur la ressource humaine. Tout passe par l'homme. Il nous a appris depuis toujours qu'il était capable d'assurer sa maîtrise sur les éléments, sur les choses et sur sa propre création, la machine. Seuls des systèmes s'y opposent, des intérêts, des égoismes. Et c'est assurer le redressement national que d'être le gouvernement de la France qui entend donner ses chances à chacun, sans privilège aucun. Préparer l'avenir, c'est avoir une certaine conception de ce qu'est déjà la société autour de nous, et alors on peut faire le compte des conquêtes possibles à portée de la main. J'entendais tout à l'heure M. le président de la Communauté urbaine `Arthur Notebart`. Parce qu'on le sentait passionné par sa propre besogne de responsable, avec le maire de Lille `Pierre Mauroy`, chargé d'assurer l'avenir dont il a la charge avec la confiance de ses concitoyens. Tout de même, c'était déjà assez satisfaisant que de constater à quel point quelques hommes appuyés sur la population avaient pu modeler le visage d'une région moderne. Aux grandes industries traditionnelles mais rénovées, avec la réussite du plan textile mis en oeuvre par le gouvernement de M. Pierre Mauroy et dont vous pouvez compter ici déjà les premiers résultats pour peu, bien entendu, que la puissance publique persévère en 1984 dans les dispositions adoptées pour 1983. Ce qu'elle fera, je vous le garantis.
- Et la sidérurgie : crise nationale, crise européenne ! La sidérurgie, inadaptée malgré des milliards et des milliards distribués au-cours des années passées £ la sidérurgie en perte, en chute libre, si j'ose dire £ la sidérurgie qui fabriquait des objets qu'elle ne vendait pas et qui doit aborder la compétition avec une connaissance exacte de ce qui convient pour l'intérêt commun. Mais quand on voit Dunkerque, on comprend que le président d'une autre communauté, là-bas, et avec d'autres, bien tendu, engageait sa vie presque entière à éveiller dans les dunes des sables et à conquérir sur la mer une ville, une ville industrielle nouvelle qui apporte à la sidérurgie française une capacité nouvelle, hors de laquelle nous irions de perdition en perdition.\
Mais je pourrais continuer la liste : les télécommunications, les économies d'énergie, l'utilisation du nucléaire pour ces économies et donc pour l'indépendance nationale, le poids du pétrole dont il faut se libérer, car se libérer du pétrole, c'est aussi se libérer du dollar, figurez-vous ! Savoir que d'ici cinq ans, nous aurons conquis de larges pans de territoire dans la détention des moyens énergétiques, celà vaut la peine ! Nous le pouvons. Que dis-je, nous le faisons !
- L'électronique au Japon ? J'ai constaté sur-place que 40 % de nos produits pouvaient rivaliser parfois victorieusement avec les produits du pays représenté à-juste-titre comme celui qui marche en pointe du progrès moderne. L'ordinateur, le petit : le micro-ordinateur, cette course vers la réduction de ces machines si compliquées qui réalisent aujourd'hui des milliers, des centaines de milliers, des millions d'opérations dans un volume qui tiendrait dans le creux de ma main et qui permettent l'accroissement des connaissances de chacun de ces jeunes, dont je vous parlais tout à l'heure, et qui peut désormais acquérir par lui-même une connaissance des choses et du monde qui fera gagner plusieurs années dans l'apprentissage de la vie et dans la possession d'un métier. Et tout cela appuyé sur un corps enseignant dont je témoigne ici que sa valeur est grande et que

Et tout cela appuyé sur un corps enseignant dont je témoigne ici que sa valeur est grande et que s'il connaît des problèmes dûs à l'afflux colossal de la masse des enfants, des élèves, au lendemain de la guerre dans le second degré, puis dans l'enseignement supérieur, l'Etat ayant trop tardé à fixer les structures et donc suscitant souvent le désespoir, l'amertume et finalement l'indifférence. Mais tout cela est à réveiller, peut l'être. Nous disposions d'assez de force et d'assez de moyens pour que les Français retrouvent, s'ils l'avaient jamais perdu, le goût d'apprendre aux autres ce qu'ils savent.\
Cela aussi, c'est le redressement national comme le sera la conquête dans le beau sens du terme, thème évoqué par le maire de cette ville, la conquête de la cité abandonnée pendant un siècle et demi à la spéculation toujours plus haute, toujours plus loin et finalement dans la foule, la solitude où plus personne ne se connaît, plus personne ne se parle, où on ne lit plus ensemble, pas même dans la famille - l'exiguité des locaux, la royauté absolue du mètre cube et du mètre carré - et notre société morcelée, coupée en morceaux, coupée de ses racines. C'est travailler au redressement national que de prendre pour thème du temps qui m'est donné avec vous la civilisation de la ville qui passe comme toute civilisation par la conquête de soi-même, par la connaissance de soi et par l'approche des autres, qui supposent le dialogue et la compréhension. Chose presque impossible ou surhumaine dans ces entassements que vous n'avez pas voulus. Il faut que vous avez le moyen davantage d'organiser la ville autour de l'idée qui est vôtre de la civilisation des hommes.\
Ce ne sera pas non plus les 48 heures et même les années qui nous sont, qui me sont, comptées qui nous le permettront, mais au moins donnons l'élan. Faisons prendre conscience aux Françaises et aux Français que là sont les tâches essentielles et qui passent avant, croyez-moi, leurs disputes. Non pas que je rejette le libre débat nécessaire. On a voulu même que ce débat entre dans les conseils municipaux puisque l'opposition locale, ce n'est pas toujours la même, est désormais représentée dans la plupart de nos cités - je ne dirai même pas importantes mais déjà assez nombreuses au-delà de 3500 habitants.
- Lorsque je parle d'unité nationale, je n'efface pas les différences, car à ces différences, peut-être vous surprendrai-je, j'y tiens. Et les droits de l'opposition, dont elle use très librement et c'est juste, j'y tiens avec, dirais-je, presque plus de scrupule encore qu'aux droits de la majorité, parce que nous sommes en démocratie et que j'ai non seulement la charge de la France, mais aussi de la République qui repose sur la vie sociale partagée et sur la démocratie.
- Le redressement national, mesdames et messieurs, c'est aussi cela. Mais cela n'est possible que dans le respect des autres et si l'on croit avec force. C'est mon cas, c'est le vôtre. A ces convictions, qu'on les oppose à celles des autres, très bien, il le faut : c'est une condition de progrès. Que l'on sache garder la mesure et que personne ne prétende imposer sa loi au nom de je ne sais quel groupe particulier, politique, économique, social ou culturel.\
Mesdames et messieurs, j'en ai fini. Je ne vous ai pas dit la joie que j'avais d'être parmi vous. Peut-être l'avez-vous perçue ? Je sais pourquoi on dit que je me tais trop. Quelquefois, on me trouve l'air un peu chagrin. Est-ce tellement vrai ? Je me sens investi d'une responsabilité historique et j'en suis fier et je l'assume. Et cela n'est pas un avertissement en cette fin de journée heureuse et je l'assumerai quoiqu'il advienne. Il faut le savoir.
- Oui, j'en appelle, amis du Nord et de France, au redressement national nécessaire. Sachez que nous voulons ouvrir la voie qui nous conduira plus vite qu'on ne le pense vers des jours meilleurs à la condition de savoir s'imposer la discipline nécessaire pendant tout le temps qu'il faudra.
- Je suis ici dans une ville qui a marqué l'histoire de la démocratie, de l'histoire du socialisme dont je n'oublie jamais, en dépit de ce que l'on prétend, qu'il a inspiré les actes majeurs qui m'ont conduit à représenter, comme c'est le cas aujourdh'ui, le peuple de mon pays. Si je suis scrupuleux dans cette forme d'expression, c'est parce que je sais aussi que j'ai pour devoir de représenter les Français qui pensent autrement et qui ont bien le droit à mon respect et à mon attention tout autant que les autres. Mais cela ne me prive pas de mes convictions. Et c'est pourquoi je dirai qu'il y a pour moi quelques joies, oui, quelque orgueil, dans le beau sens du terme, à me trouver dans la ville dont on a énuméré tout à l'heure les grands magistrats, premiers magistrats, la joie que j'ai à retrouver un ami, compagnon des jours difficiles, Augustin

Laurent, qui a marqué de son empreinte votre ville, votre région et bien davantage encore leurs équipes rassemblées, volontaires, décidées qui avec vous, si vous le voulez, réussiront le redressement national que notre amour de la France nous aidera à réussir.

- Vive Lille !
- Vive le Nord - Pas-de-Calais !
- Vive la République !
- Vive la France !\